



# L'économie polynésienne en 2008 : un ralentissement sensible

AGENCE DE PAPEETE

NUMERO 10

Mars 2009

## SYNTHESE

Après une légère amélioration en 2007, l'économie polynésienne a de nouveau été mal orientée en 2008. L'investissement local, qu'il soit public ou privé, est resté au point mort à l'exception de quelques achats exceptionnels ; cette situation préjudiciable à la croissance de l'année écoulée mais aussi à celle de 2009 provient en partie de l'instabilité politique et du déficit de confiance des investisseurs qu'elle entraîne. Ce repli a été accentué par la crise mondiale qui s'est transmise à travers les exportations de biens et de dépenses touristiques ; ces dernières ont diminué de 11 % en 2008, soit une perte estimée à 7 milliards de F CFP, correspondant à environ 1% du PIB. Les pertes de revenu découlant de cette réduction d'activité ont pesé sur la consommation des ménages dont le pouvoir d'achat s'est à nouveau érodé cette année. Les effets sur l'emploi salarié dans le secteur marchand hors agriculture (- 700 emplois environ) n'ont pas été de même ampleur, mais les contrats à durée déterminée et les réductions de temps de travail ont constitué la variable d'ajustement.

En 2009, l'économie polynésienne devra traverser une conjoncture mondiale peu propice même si la tendance négative se retourne en fin d'année. Ainsi, seule la demande intérieure est en mesure de relancer à brève échéance la croissance en Polynésie française et de mettre un frein à la baisse des emplois.

Cette note se penche sur l'appréciation de la conjoncture économique polynésienne en 2008 à trois niveaux différents :

- l'activité globale à partir de quatre indicateurs ;
- la demande intérieure, c'est-à-dire la consommation et l'investissement publics et privés, qui donnent une appréciation indirecte de l'activité économique ;
- les secteurs d'activité, plus particulièrement la perliculture, la pêche, le tourisme et le BTP.

Afin de réduire les effets de rattrapage et de perturbations liés à l'instabilité politique, les taux de croissance 2008 ont été comparés à la moyenne des taux sur la période quinquennale précédente (2003-2007).

Enfin, la plupart des indicateurs ont été déflatés par l'indice des prix approprié afin d'enlever les effets prix susceptibles de gêner la comparabilité des performances d'une année sur l'autre.

## DONNEES D'ACTIVITE GLOBALE

### Des résultats en repli sensible sur la moyenne des 5 dernières années

Quatre indicateurs d'activité globale en volume ont été choisis : le chiffre d'affaires des entreprises déclarant au réel (déflaté par l'indice des prix à la consommation, IPC), l'emploi salarié, les importations en F CFP constants et la consommation d'électricité « moyenne tension » par les entreprises.

Sur ces quatre indicateurs, trois présentent des taux de croissance non seulement négatifs pour 2008, mais également inférieurs à la moyenne calculée sur la période quinquennale 2003-2007. Il s'agit du chiffre d'affaires à prix constants, de l'emploi salarié et de la consommation d'électricité moyenne tension en kwh.

La forte hausse des importations de biens (passée de 161 à 176 milliards de F CFP courants) tient pour partie à l'acquisition d'équipements importants pour 5 milliards (4 avions moyens porteurs et 2 moteurs diesel) et à l'accroissement de la facture énergétique de 6,5 milliards de F CFP. Les importations de biens alimentaires ont continué de croître de manière sensible, de 6 % en valeur (ou +2 % en F CFP constants) après 5 % en 2007.

Comme le montre l'indicateur du climat des affaires (ICA), les enquêtes menées par l'IEOM tout au long de l'année confirment une réduction globale de l'activité économique en 2008 (graphique ci-dessous).

Tableau 1- Indicateurs d'activité globale (comparaison entre 2008 et la moyenne 2003-2007)

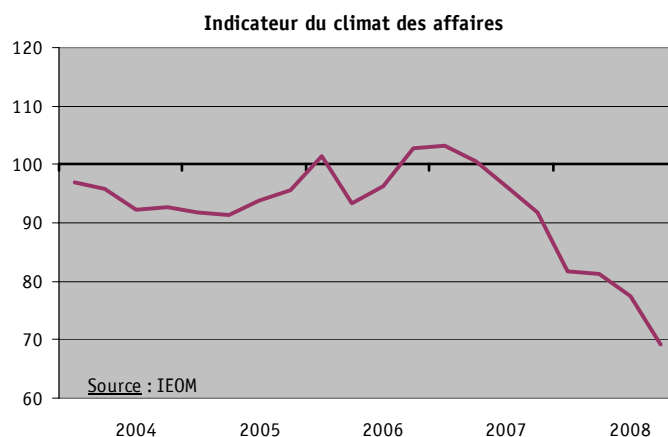
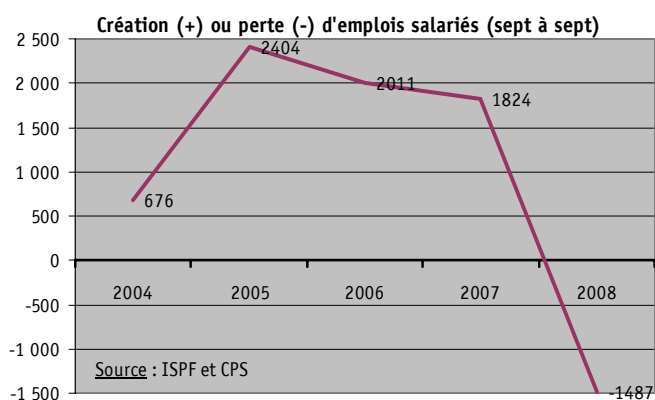
	Taux de croissance (moyenne annuelle)						Ecart par rapport à la moyenne des 5 années précédentes	
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2008	
Chiffre d'affaires (en F CFP constants)*	6%	2%	4%	3%	3%	-1%	-5%	
Importations (en F CFP constants)	8%	-4%	7%	-2%	1%	6%	4%	
Emploi salarié**	3%	0%	4%	3%	2%	-2%	-5%	
Electricité (consommation, moyenne tension)	1%	0%	4%	2%	4%	-1%	-3%	

\* Pour l'année 2008, 9 premiers mois 2008 sur 9 premiers mois 2007

\*\* Pour l'année 2008, le taux de croissance est calculé de sept. 2007 à sept.2008

Sources: ISPF, CPS, Service des contributions

	2008 < moyenne des 5 dernières années
	2008 = moyenne des 5 dernières années
	2008 > moyenne des 5 dernières années



## ANALYSE DE LA DEMANDE INTERIEURE

### Ralentissement de la consommation et baisse des investissements

L'évolution défavorable de l'emploi et des prix a freiné la **consommation des ménages** qui constitue le principal moteur de la croissance du PIB polynésien.

Après une croissance de 10 % en 2007, les immatriculations de véhicules neufs de tourisme sont demeurées au même niveau que l'an passé (5.062 contre 5.061 en 2007). Sur les neuf premiers mois, le chiffre d'affaires du secteur du commerce n'a progressé que d'un peu moins de 3% en francs courants (+5% sur la même période en 2007). Quant aux importations de biens de consommation (hors alimentation et hors automobile), elles ont augmenté de 4% en valeur en l'espace d'un an (27,5 milliards de F CFP en 2008 contre 26,4 en 2007) et celles de biens alimentaires de 5% (8,7 milliards de F CFP contre 8,3 en 2007), ce qui, compte tenu d'une inflation de 3,2% en moyenne annuelle, témoigne d'une stagnation des indicateurs de consommation des ménages. Enfin, les importations de vêtements, corrigées de l'inflation, ont diminué de 4 %.

En matière d'**investissement**, seul celui des ménages a maintenu une tendance positive. L'encours des crédits à l'habitat a augmenté de 2 % en F CFP constants (150 milliards fin décembre 2008), mais cette évolution se situe en dessous de la moyenne des 5 dernières années.

Mesuré à partir des crédits d'équipement qui se sont contractés de 4 % en francs constants, l'investissement des entreprises aurait sensiblement diminué. Les soldes d'opinions des enquêtes de conjoncture de l'IEOM confirment effectivement une attitude des chefs d'entreprises encore plus circonspecte que par le passé. L'accroissement notable des importations de biens d'équipement de 5,3 milliards de F CFP s'explique par des achats exceptionnels (4 avions moyens porteurs et 2 moteurs diesel).

Les événements politiques, qui se sont traduits par la succession de trois gouvernements sur l'année, ont troublé l'exécution des projets d'investissements publics. Non seulement les crédits liquidés de la Direction de l'équipement ont diminué de 23 % en F CFP courants (ou 25 % en F CFP constants), soit une baisse bien en deçà de la croissance moyenne des 5 années précédentes, mais les engagements se sont contractés de 18 %. Un report de ces dépenses non engagées pourrait cependant renforcer l'efficacité de la relance en 2009.

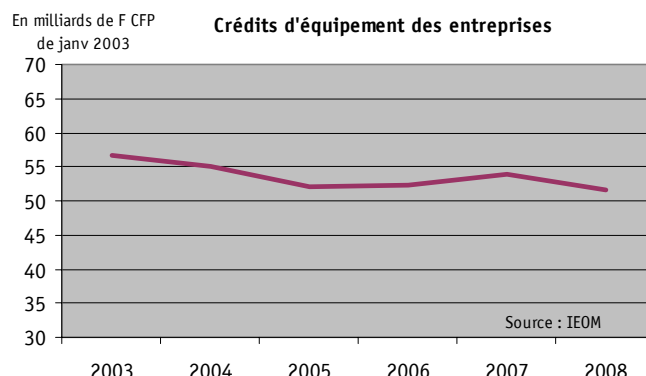
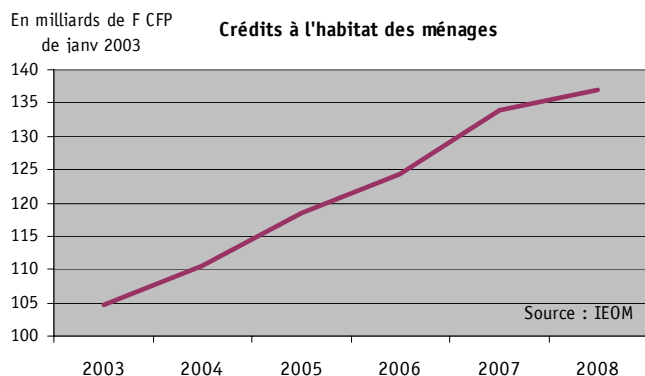
Tableau 2- indicateurs de la demande intérieure : comparaison entre 2008 et la moyenne 2003-2007

	Taux de croissance (moyenne annuelle)						Écart par rapport à moyenne
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	des 5 années précédentes 2008
<b>Consommation des ménages</b>							
Alimentation (importations en vol.)*	-1%	-1%	4%	-5%	7%	2%	1%
Habillement (importations en vol.)	-1%	-3%	10%	-6%	11%	-4%	-6%
Immatriculations de voitures de tourisme**	2%	-16%	13%	2%	10%	0%	-2%
<b>Investissement des ménages</b>							
Crédits à l'habitat (en F CFP csts)	9%	5%	7%	5%	8%	2%	-5%
<b>Investissement des entreprises</b>							
Importations de b. d'équipement (en F CFP constants)	32%	-19%	10%	-11%	2%	17%	14%
Crédits d'équipement (en F CFP constants)	5%	-3%	-6%	0%	3%	-4%	-4%
<b>Investissement public</b>							
Ensemble des travaux (liquidations, en F CFP constants)	-8%	-23%	-6%	-15%	34%	-25%	-21%

\* biens agroalimentaires ; \*\* voitures neuves.

Sources: ISPF, IEOM, Direction de l'équipement, Service des finances et de la comptabilité

■ 2008 < moyenne des 5 dernières années  
■ 2008 = moyenne des 5 dernières années  
■ 2008 > moyenne des 5 dernières années



## QUELQUES EVOLUTIONS SECTORIELLES

### Contraction du BTP et des secteurs d'exportation

L'analyse par secteurs confirme une contraction quasi généralisée de l'activité économique en 2008.

Les principaux secteurs d'exportation affichent tous une situation en repli sur l'année, qu'il s'agisse du tourisme, de la pêche ou de la perliculture. Il faut revenir aux années 2001 et 2002 pour observer le cumul de telles évolutions.

Le nombre de touristes, déjà en baisse en 2007, est passé en dessous de la barre des 200.000 avec 196.496 visiteurs sur l'année (contre 218.241 en 2007). Tous les marchés émetteurs sont concernés et plus particulièrement les marchés américains (-16 %) et japonais (-19 %). Seul le segment de la croisière a affiché une croissance positive (+2 %), alors que le tourisme terrestre a supporté une désaffection de l'ordre de 13 %. Le coefficient moyen d'occupation des chambres de l'hôtellerie s'est établi à 51,4 % contre 56 % en 2007.

La conjoncture déprimée aux Etats-Unis et au Japon a donc supplanté les mouvements d'appréciation du dollar américain et du yen vis-à-vis de l'euro, favorables à la compétitivité de la destination polynésienne.

Dans le secteur de la pêche, après une conjoncture favorable en 2007, les tonnages exportés ont diminué de 47 % en 2008 (passant de 856 à 451 tonnes).

Les exportations de perles ont enregistré une baisse en valeur de l'ordre de 22 %, après -3 % en 2007 : elles n'ont rapporté que 8 315 millions de F CFP de recettes contre 10 677 millions en 2007. Cette évolution s'explique par une forte diminution des prix alors que les exportations en volume se sont accrues de 20 % : la suspension de la taxe à l'exportation en fin d'année a eu pour effet des déstockages importants et la réorientation des exportations informelles de perles de qualité inférieure vers les circuits officiels, venant gonfler les enregistrements à la douane.

Les entreprises de travaux publics comme celles du bâtiment, fortement consommatrices d'emplois à durée déterminée, ont dû faire face à la baisse de la demande de travaux. La diminution des dépenses de la Direction de l'équipement et l'attentisme des investisseurs en sont les principales raisons. La superficie concernée par les certificats de conformité a diminué de 53 % et les importations de ciment se sont contractées de 10 % (128 milliers de tonnes contre 142 milliers en 2007).

Cependant, d'après les professionnels, les projets ne manquent pas mais ils sont repoussés dans l'attente d'une reprise de la confiance des investisseurs.

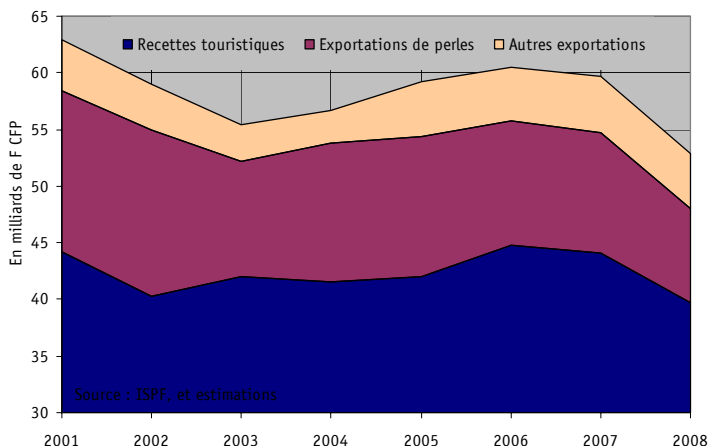
Tableau 3- indicateurs sectoriels : comparaison entre 2008 et la moyenne 2003-2007

	Taux de croissance (moyenne annuelle)						Ecart par rapport à moyenne
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	des 5 années précédentes
<b>BTP</b>							
Certificats de conformité	-14%	23%	-31%	33%	-33%	<b>-53%</b>	<b>-49%</b>
Importations de ciment (tonnes)	0%	2%	-9%	-1%	9%	<b>-10%</b>	<b>-10%</b>
<b>TOURISME</b>							
Nombre de touristes	13%	0%	-2%	6%	-1%	<b>-10%</b>	<b>-13%</b>
Trafic à l'aéroport de Faaa	9%	1%	2%	7%	-2%	<b>-7%</b>	<b>-10%</b>
<b>PECHE</b>							
Exportations de produits de la pêche (tonnes)	-37%	-36%	-24%	8%	35%	<b>-47%</b>	<b>-37%</b>
<b>PERLICULTURE</b>							
Exportations de perles brutes (en valeur)	-31%	21%	0%	-10%	-3%	<b>-22%</b>	<b>-17%</b>

Sources: ISPF, SEC

2008 < moyenne des 5 dernières années  
 2008 = moyenne des 5 dernières années  
 2008 > moyenne des 5 dernières années

Evolution des exportations de biens et services depuis 2001

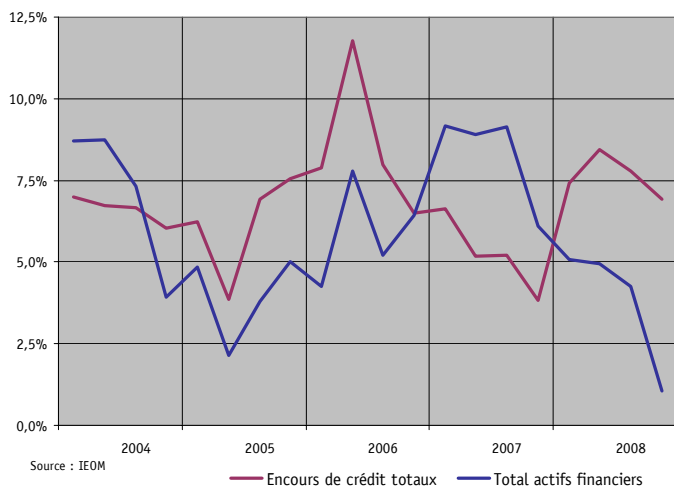


Les exportations de biens et de services touristiques, qui constituent les ressources propres de la Polynésie française, se sont contractées sensiblement de 11,4 % en 2008. Elles ont ainsi retrouvé leur niveau de 1996 (56 milliards de F CFP environ). Pour la première fois depuis 2001, les ressources propres (pêche, perliculture, noni et tourisme) ont toutes connu une diminution de leurs recettes.

## EPARGNE ET CREDITS

### Ralentissement de l'épargne des ménages et des crédits bancaires

Confrontée à un climat des affaires atone, l'activité des établissements de crédit de la place polynésienne a progressivement ralenti au cours des deux derniers trimestres de l'année 2008, tant au niveau de la collecte de dépôts que de l'octroi de crédits. Le rythme de croissance de l'encours global des crédits est toutefois resté supérieur sur l'année entière à celui observé en 2007, en raison d'une forte demande de crédits de trésorerie des entreprises au cours du premier semestre et de la progression des crédits à l'habitat des ménages au second semestre.



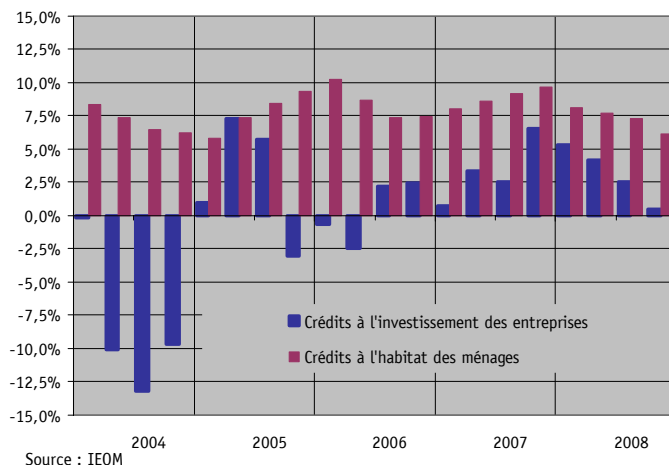
### Faible rythme de croissance de l'épargne des ménages

L'épargne des ménages a faiblement progressé en 2008, de 0,4 % par rapport à 2007, principalement en raison du recul de leur épargne à long terme (- 15,6 %) ; les dépôts locaux n'ont que peu ralenti (5,6% après 7,8%). La chute des marchés financiers internationaux en 2008 a pesé sur la valorisation de certains actifs, notamment des portefeuilles de valeurs mobilières non monétaires qui affichent une diminution de 53,4 % sur un an et de 17,5 % sur les trois derniers mois de l'année. Il en est de même pour les contrats d'assurance-vie, dont l'encours recule de plus de 11 % sur le dernier trimestre et de 7,7 % en l'espace d'un an.

Les avoirs financiers des sociétés non financières se sont repliés de 3,8 % entre 2007 et 2008, principalement en raison de la baisse de l'encours des dépôts à vue (- 8,1 %). En revanche, les comptes à terme ont augmenté de 11,7 % en glissement annuel, mais à un rythme nettement moindre qu'en 2007 (+ 21,2 %).

### Hausse modérée des crédits bancaires

L'encours sain des crédits aux ménages s'est élevé à 263,6 milliards de F CFP au quatrième trimestre 2008, soit une hausse de 5,3 % par rapport à décembre 2007. Cette bonne orientation est principalement liée à celle des crédits à l'habitat (58 % de l'encours des ménages) qui progressent de 6,2 % en glissement annuel, à un rythme cependant en constante diminution depuis un an. Les crédits à la consommation des ménages ont progressé de 5,5 % en 2008 (+ 9 % en 2007), fortement soutenus par les crédits de trésorerie (+ 6,5 %).



Source : IEOM

PAPEETE  
Mars 2009

L'encours des crédits consentis aux entreprises s'est établi à 177,3 milliards de F CFP, en augmentation de 6,3 %. Après une forte croissance des besoins de trésorerie des entreprises au cours du deuxième trimestre 2008 (+ 8,8 % en trois mois), les encours de crédit d'exploitation ont enregistré deux trimestres consécutifs de baisse. En glissement annuel, ils ont néanmoins crû de 3,9 %, principalement sous l'impulsion des crédits de trésorerie (+ 15,3 %). Les crédits d'investissement des entreprises se sont faiblement accrus, de l'ordre de 0,5 % en rythme annuel ; leur taux de croissance annuel est en baisse continue depuis décembre 2007.

Les efforts d'investissement des collectivités locales ont repris après une baisse significative en septembre. Entre décembre 2007 et décembre 2008, les crédits d'investissement ont augmenté de 8,9 %.

#### **Forte augmentation des créances douteuses des entreprises**

La qualité des risques des établissements de crédit de la place s'est sensiblement dégradée au cours du second semestre 2008. De l'ordre de 24,8 milliards de F CFP en juin, les créances douteuses brutes enregistrées par les banques de la place sont passées à 28,9 milliards en septembre, puis à 31 milliards en décembre 2008, soit une progression de 25,3 % sur l'année 2008. Cette évolution de la sinistralité concerne plus particulièrement les entreprises des secteurs en grande difficulté tels que la perliculture et l'hôtellerie.

# Note Presse

## **DES PERSPECTIVES ENCORE PEU FAVORABLES POUR 2009**

La crise économique mondiale risque de peser davantage sur l'économie polynésienne au cours de l'année 2009. Les chiffres de la fréquentation touristique en janvier et février (-27 % en glissement annuel) et les premières estimations des tours opérateurs laissent augurer une diminution encore sensible du nombre de touristes cette année. L'emploi devrait être affecté dans l'hôtellerie et chez les prestataires de service où des fermetures provisoires ou définitives d'établissements ont récemment été annoncées.

La santé économique des secteurs de la pêche et de la perliculture dépendra pour une bonne part d'actions entreprises début 2009 afin d'améliorer l'organisation et l'efficacité de ces filières. Des thoniers laissés à l'abandon depuis plusieurs années ont récemment été armés et la formation en cours des capitaines devrait favoriser l'amélioration des rendements. Le rassemblement récent d'une vaste majorité des professionnels, producteurs ou négociants, au sein du groupement Tahiti Pearl Consortium devrait également contribuer à la structuration de la filière nécessaire à l'assainissement du marché de la perle noire.

Par ailleurs, le mouvement mondial de désinflation, initié il y a quelques mois par la forte diminution des prix des matières premières, va dans le sens d'une amélioration du pouvoir d'achat des ménages, à condition que ces baisses de prix à l'importation ne soient pas absorbées par les marges des commerçants afin de compenser la baisse des volumes vendus.

Comme l'an passé, l'économie devrait également continuer à bénéficier de la « dynamique immobilière » émanant des ménages polynésiens, en particulier si les taux d'intérêt devaient encore diminuer. La reconduction récente des dispositifs d'aide à la construction (PHB) ou à l'aménagement (PAB) constitue également des mesures décisives pour bon nombre de ménages polynésiens.

En revanche, l'investissement des entreprises apparaît toujours déprimé en début d'année. La tendance pourrait néanmoins s'inverser, sous l'impulsion de la consommation des ménages et des investissements publics, à condition que le plan de relance élaboré par le gouvernement soit mis en œuvre le plus tôt possible.